



**HAL**  
open science

## LA POPULATION DE LA FRANCE EN 1993

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

| Gérard-François Dumont. LA POPULATION DE LA FRANCE EN 1993 . 1994. ⟨halshs-01697911⟩

**HAL Id: halshs-01697911**

**<https://shs.hal.science/halshs-01697911v1>**

Submitted on 2 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



Association Pour la Recherche et  
l'information Démographiques

Professeur Gérard-François Dumont Université de Paris-Sorbonne 191, rue Saint-Jacques 75005 Paris

---

# La population de la France en 1993

## **1 L'évolution démographique en 1993**

- 1.1 Les données globales
- 1.2 L'accélération de la baisse de la natalité
- 1.3 L'accélération de la baisse de la nuptialité
- 1.4 Le vieillissement de la population
- 1.5 Les évolutions suivant les régions
- 1.6 La France mal placée en Europe

## **2 La France et le monde: l'évolution démographique de la planète**

- 2.1 Des propos hâtifs
- 2.2 Les données démographiques mondiales
- 2.3 La baisse de la fécondité
- 2.4 La décélération: la baisse du taux de croissance
- 2.5 Un exemple: la Tunisie

*Graphique* : Le déficit des naissances en France.

*Tableau* : Naissances enregistrées et fécondité par région.

## *I - L'évolution démographique de la France en 1993*

### *1.1. Les données globales*

– 712 000 naissances en 1993 contre 743 000 en 1992 (–31 000) et 759 000 en 1991, soit un taux de natalité de 12,3 pour mille habitants ;

– 528 000 décès en 1993 contre 521 000 en 1992 (+ 7 000), soit un taux de mortalité de 9,2 pour mille habitants ;

– 254 000 mariages en 1993 contre 271 400 en 1992 (–17 400), soit un taux de nuptialité de 4,4 pour mille habitants.

Le solde migratoire étant évalué à +90 000 personnes, la population de la France métropolitaine est estimée à 57 803 000 de personnes au 1<sup>er</sup> janvier 1994.

### *1.2. L'accélération de la baisse de la natalité*

Il y avait 16 000 naissances de moins en 1992 par rapport à 1991, il y en a 31 000 de moins (deux fois plus) en 1993 par rapport à 1992. En deux ans, la chute du nombre des naissances est proche de 50 000 (47 000), soit 6 %.

L'indice de fécondité<sup>1</sup>, 1,65 enfant par femme, est le plus bas depuis la guerre 1914-1918. Le chiffre des naissances est le plus bas depuis 1945. Le record de 1976 (720 400) est battu.

Le taux de simple remplacement des générations, dans un pays à haut état sanitaire comme la France, suppose une fécondité de 2,1 enfants par femme. Avec 712 000 naissances au lieu des 906 000 nécessaires, le déficit des naissances en 1993 est de 194 000 (906 000 – 712 000). Donc, la génération n'a été remplacée qu'à 79 % en 1993. Depuis 1974, le déficit des générations correspond à 2 200 000 jeunes qui n'ont pas vu le jour (Voir figure page 7).

Si le niveau de 1993 de l'indice synthétique de fécondité (1,65 enfant par femme) se maintenait pendant l'espace de temps d'une génération humaine (75 à 80 ans), on enregistrerait, *ceteris paribus*, deux décès pour une naissance.

### *1.3. L'accélération de la baisse de la nuptialité*

Il y avait 8 800 mariages de moins en 1992 par rapport à 1991, il y en a 17 400 de moins (également deux fois plus) en 1993. Avec 254 000 mariages, le record en négatif de 1987 (265 200) est battu; c'est le chiffre le plus bas depuis la Seconde Guerre mondiale.

---

<sup>1</sup> Pour une juste compréhension des indicateurs utilisés, lire Gérard-François Dumont, *Démographie*, Dunod, Paris, 1992.

L'indice de primo-nuptialité féminine était de 0,53 en 1992, il est tombé en 1993 en dessous de 0,5 (0,495). Si cette valeur se maintenait durablement, moins d'une femme sur deux se marierait au moins une fois.

#### *1.4. Le vieillissement de la population*

Au 1er janvier 1994, la population des 60 ans ou plus, 11,45 millions (19,8 %), a dépassé celle des moins de 15 ans (11,43 millions). Les moins de 20 ans ne forment plus que 26,4 % de la population, contre 26,8 % au 1er janvier 1993 et 34 % au 1<sup>er</sup> janvier 1966. Si les comportements actuels se pérennisaient, les 60 ans ou plus formeraient, en 2050, 38 % de la population. Environ la moitié du vieillissement de la population est dû à la dénatalité, l'autre cause étant l'augmentation de la longévité. Au début de 1994, l'âge moyen est de 37,5 ans.

#### *1.5. Les évolutions selon les régions*

Les naissances sont en baisse dans toutes les régions. Cette évolution confirme la disparition du croissant fertile et un alignement à la baisse des données démographiques. Il existe cependant des disparités régionales notables. Ainsi la proportion de baisse la plus faible pour les naissances est en Île-de-France (-2,2 %)<sup>2</sup>. Ce fait peut s'expliquer par deux causes : d'une part, l'importance des populations étrangères ou d'origine étrangère ; d'autre part, le système migratoire de l'Île-de-France qui permet à cette région d'enrayer relativement son vieillissement. Cette dernière donnée résulte du processus de "métropolisation"<sup>3</sup>.

En matière de fécondité, la région Nord-Pas-de-Calais reste relativement la plus féconde (1,81 enfant par femme), l'Île-de-France est en seconde position avec la Picardie (1,76 enfant par femme). Les régions les plus vieilles sont les moins fécondes (Limousin, 1,34; Auvergne, 1,38 enfant par femme).

#### *1.6 La France mal placée en Europe*

La vitalité démographique pouvant se mesurer principalement par la fécondité, la France est de plus en plus mal placée. Dans l'Union européenne des Douze, elle se trouve désormais en *quatrième position* derrière l'Irlande (2,11), le Royaume-Uni (1,80) et le Danemark (1,77). Dans l'Union Européenne qui devrait être à quinze au 1er janvier 1995, elle est en sixième position, devancée en plus par la Suède (2,10) et la Finlande (1,86). Dans l'ensemble de l'Europe, elle est au moins en dix-neuvième position, devancée en outre par la Hongrie (1,87), la Pologne (1,92), la Slovaquie (2,0), l'Islande

---

<sup>2</sup> Sur la population de l'Île-de-France, cf. Gérard-François Dumont, "Un tableau de bord démographique pour l'Île-de-France", *Les cahiers du CREPIF*, n° 45, p. 111-119 ; "Les comportements de nuptialité de l'Île-de-France anticipent-ils ceux de la France?", *Espace, Populations, Sociétés*, 1993, n° 2, p.271-280.

<sup>3</sup> Gérard-François Dumont, *Economie urbaine, villes et territoires en compétition*, Litec, Paris, 1993.

(2,22), la Norvège (1,88), l'Estonie (1,8), la Lituanie (1,9), la Lettonie (1,7), l'Albanie (3,0), la Macédoine (2,1), Malte (2,1), la Slovénie (1,7) et la Serbie-Monténégro (2,0).

Comment alors considérer, comme cela a été dit ou écrit dans différents médias en février 1994, que la France apparaît "comme un des pays d'Europe les plus dynamiques du point de vue démographique"<sup>4</sup>? Cette formulation est pour le moins un peu forcée, tant par l'utilisation du terme "dynamique" que par le classement qu'elle sous-tend. En fait, dans le monde en 1993, 10 habitants sur mille vivent en France. Cette même année, 5 nouveaux-nés sur mille y sont nés.

## ***2. La France et le monde : l'évolution démographique de la planète***

### *2.1. Des propos hâtifs*

Presque chaque jour, l'un ou l'autre des médias alarme ses lecteurs ou auditeurs en employant le terme "surpopulation" ainsi utilisé pour justifier toutes les misères de l'humanité. Or, nombre des pays les plus pauvres de la planète sont des pays peu peuplés, disposant souvent de ressources largement sous-exploitées, comme par exemple le Zaïre ou l'Angola. En outre, compte tenu de l'évolution des données démographiques, des faits constatables, "l'alarmisme est dépassé"<sup>5</sup>. Enfin, la notion de surpeuplement est une notion très relative. On ne l'utilise pratiquement jamais pour qualifier deux des territoires les plus peuplés du monde, Paris, deux fois et demie plus dense que Londres, ou Monaco. C'est en fait un concept totalement relatif. Il suppose d'ailleurs une bonne connaissance de l'effectif des populations.

### *2.2. Les données démographiques mondiales sont des estimations*

Or l'histoire des statistiques démographiques montre régulièrement que les chiffres concernant la population mondiale ne sont que des estimations. Donnons en deux exemples.

Selon la Banque Mondiale, en 1982, le Nigeria comptait déjà 90,6 millions d'habitants. Dans sa publication de 1991, le *Population Reference Bureau* lui attribue 122,5 millions d'habitants. Or, en novembre 1991, le premier recensement fiable du Nigeria ne décompte qu'un effectif de 88,5 millions d'habitants, inférieur de 34 millions à l'estimation<sup>6</sup>! Ceci montre combien les chiffres antérieurs étaient surestimés. Et cela conduit à réévaluer le PNB par habitant de 38 % !

Autre exemple, celui de l'ex-URSS. En 1991, ce vaste territoire de 22 402 200 km<sup>2</sup> est crédité de 292 millions d'habitants. En 1993, en additionnant la Russie, la Biélorussie, la Moldavie, l'Ukraine, les trois républiques baltes et les huit pays d'Asie de

<sup>4</sup> *Insee Première*, n° 294, février 1994.

<sup>5</sup> Jacques Vallin, *La population mondiale*, La Découverte, Paris, 1986.

<sup>6</sup> *Population et sociétés*, n° 272, octobre 1992.

l'ex-URSS, le chiffre obtenu est de 292,9 millions. Cette stabilité apparente est en fait le fruit d'une rectification partielle – et sans doute insuffisante – pour prendre en compte les effets largement omis de la surmortalité de cet ensemble géographique. Cela conduit à une différence de 33 millions d'habitants dans la projection moyenne à l'horizon 2025 qui baisse alors de 363 à 330 millions.

En réalité, beaucoup de pays souffrent d'insuffisances dans la juste connaissance de leur évolution démographique. La France bénéficie heureusement d'excellents renseignements en matière d'état civil, mais sa connaissance des migrations, tant internes qu'internationales, reste d'une qualité très médiocre.

### *2.3. La baisse de la fécondité dans le monde*

Il n'en demeure pas moins que le phénomène le plus notable des années 1970, 1980 et du début des années 1990 est la baisse de la fécondité dans la plupart des pays du monde<sup>7</sup>, y compris dans les pays à majorité musulmane longtemps considérés comme ceux qui résisteraient le mieux à cette baisse.

Les pourcentages de baisse sont très importants, par exemple de 1981 à 1993, de 34 % en Turquie, 33 % en Algérie, 32 % au Sri Lanka, 17 % en Chine, 29 % au Mexique, 40 % au Brésil.

En réalité, l'ensemble du monde se calque, selon des calendriers et avec des intensités variables non seulement selon les pays, mais également selon les régions, sur le schéma de la transition démographique. Ce schéma montre qu'à une première phase où les progrès dans la lutte contre la mortalité la font baisser spectaculairement, ce qui se traduit par une forte croissance démographique, succède une seconde phase où la natalité diminue à son tour.

### *2.4. La décélération: la baisse du taux de croissance*

En dépit de l'inertie des phénomènes démographiques, il y a une forte probabilité que le taux de croissance démographique baisse quand la fécondité diminue de façon significative.

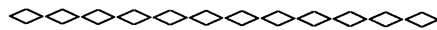
Le monde est justement entré depuis les années 1967-1969 dans cette phase où le taux de croissance démographique de la population mondiale diminue progressivement. Après un maximum qui a alors été de 2,1 % par an, la baisse est progressive et tout laisse entrevoir une poursuite de cette évolution. Il s'agit donc d'une nette décélération, d'où il résulte que la courbe suivie par la population mondiale n'est pas exponentielle, mais logistique.

---

<sup>7</sup> Gérard-François Dumont, *Revue de l'Académie des Sciences morales et politiques*, 1993, n° 4.

La Tunisie est un exemple intéressant parce que nombre de commentateurs considéraient qu'un pays à forte majorité musulmane et arabe<sup>8</sup> ne pouvait suivre le schéma de la transition. Or tous les indicateurs confirment le contraire. De 1966 à 1991, la fécondité diminue en Tunisie de 7,15 à 3,42 enfants par femme (-52 %)<sup>9</sup>. Le taux de natalité baisse de 45 à 25,2 pour mille (-44 %). Dans le même temps, le taux de mortalité diminue également, passant de 15 ‰ en 1966 à 6,2 en 1991 (-59 %), Cela n'empêche pas une baisse du taux d'accroissement naturel, lequel passe de 30 à 19 ‰ (-37 %) : c'est le phénomène de décélération mentionné ci-dessus.

La Tunisie, du fait de la première révolution démographique, a vu sa population croître de 4,583 à 8,600 millions en 1993 (+ 88 %). Cela donne une densité de 55 habitants au km<sup>2</sup>. La Tunisie est désormais nettement entrée dans une phase de ralentissement de sa croissance.

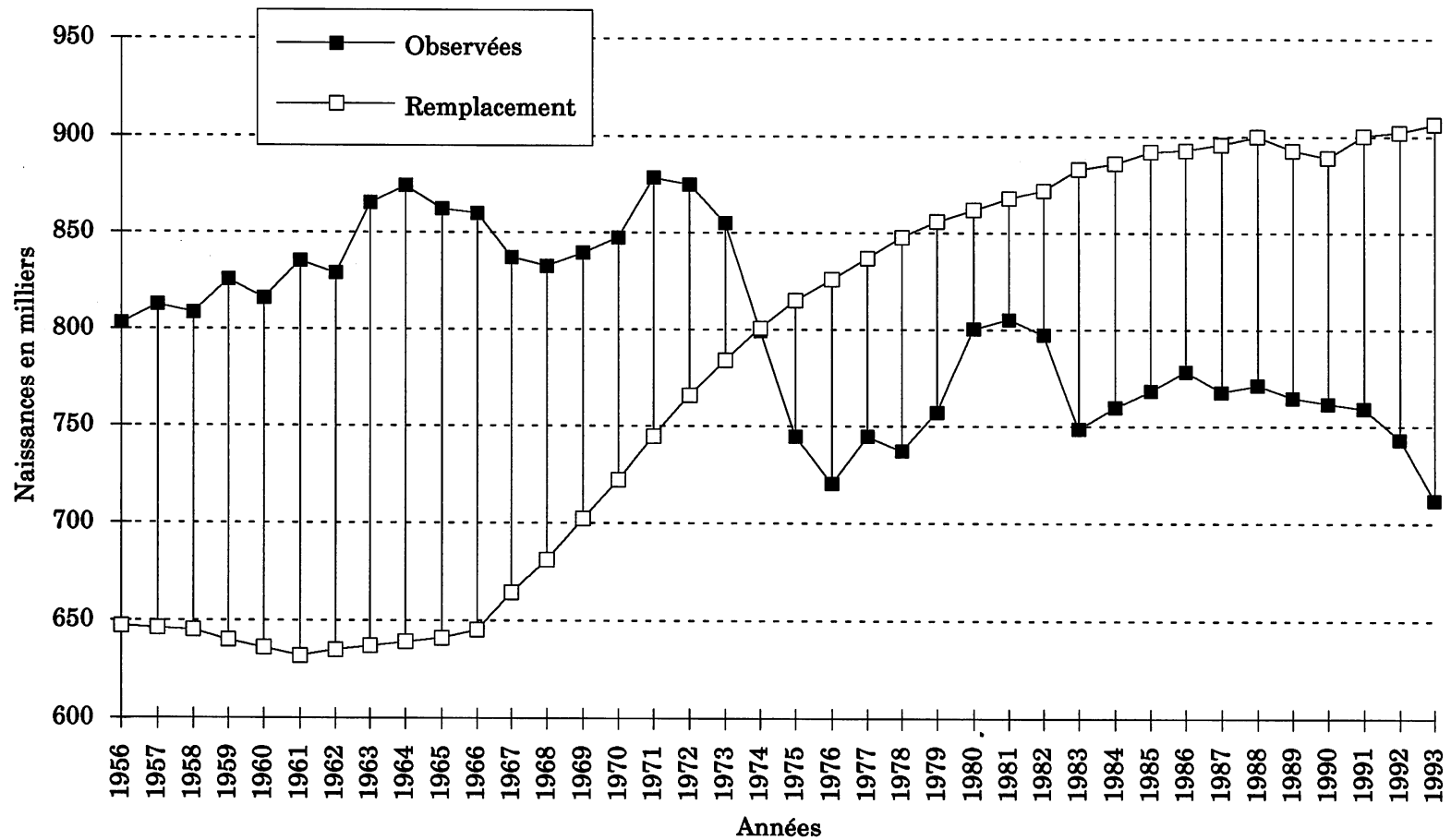


---

<sup>8</sup> On a pris l'habitude d'ajouter l'adjectif "arabe" quand on a constaté une baisse de fécondité nette et volontaire dans le plus grand pays musulman du monde, l'Indonésie.

<sup>9</sup> Dr Mohamed Boukhris, *La population en Tunisie*, O N F P, Tunis, 1992.

Le déficit des naissances en France depuis 1974. Nombre de naissances observées et niveau de simple remplacement des générations. La surface entre les deux courbes est le gain de naissances avant 1974, le déficit ensuite



**La population de la France en 1993**  
**Naissances enregistrées et fécondité par région**

<b>Région</b>	<b>1992</b>	<b>1993</b>	<b>Variation %</b>	<b>Indice de fécondité Enfant par femme</b>
Ile-de-France	166 294	162 700	-2,2	1,76
Champagne - Ardennes	17 558	16 734	-4,7	1,63
Picardie	24 185	22 942	-5,1	1,76
Haute Normandie	23 450	22 048	-6,0	1,73
Basse Normandie	18 300	17 129	-6,4	1,66
Centre	27 509	25 893	-5,9	1,59
Bourgogne	18 138	17 612	-2,9	1,58
Nord - Pas-de-Calais	57 199	54 900	-4,0	1,81
Lorraine	29 610	27 903	-5,8	1,57
Alsace	23 039	22 209	-3,6	1,67
Franche-Comté	14 166	13 467	-4,9	1,68
Pays de Loire	39 039	37 626	-3,6	1,70
Bretagne	33 987	32 390	-4,7	1,63
Poitou-Charentes	16 719	16 174	-3,3	1,50
Aquitaine	31 161	29 893	-4,1	1,47
Midi-Pyrénées	26 656	25 616	-3,9	1,49
Limousin	6 701	6 442	-3,9	1,34
Rhône - Alpes	73 690	69 645	-5,5	1,70
Auvergne	13 198	12 440	-5,7	1,38
Languedoc-Roussillon	24 780	23 548	-5,0	1,66
Provence-Alpes-C d'Azur	54 716	52 093	-4,8	1,66
Corse	2 838	2 725	-4,0	1,57
<b>Total</b>	<b>742 933</b>	<b>712 129</b>	<b>-4,1</b>	<b>1,655</b>

*Source: A.P.R.D. Estimations provisoires, mars 1994.*

Imprimé par A.P.R.D. Réf. 295. Dépôt légal: mars 1994  
I.S.B.N. 2.86419.021.4

**Prix franco: 39 F**